

LA MISSION HIER ET AUJOURD'HUI.

Premiers prêtres et premier évêque rwandais

Colloque international du 29 octobre au 2 novembre 2017

Je tiens à féliciter l'Eglise du Rwanda qui célèbre aujourd'hui le centenaire du don de sacerdoce de ses premiers prêtres Balthazar Gafuku et Reberaho Donat, ainsi que le 65^{ème} anniversaire de l'élévation au rang d'évêque de monseigneur Aloys Bigirumwami premier évêque rwandais.

A travers ce colloque, l'Eglise du Rwanda veut s'engager dans une réflexion sur sa mission. Elle veut analyser les défis et les enjeux du rapport entre l'Eglise et la société, la Bonne Nouvelle et la culture. Monseigneur Bigirumwami était convaincu que la conversion des païens dans sa juridiction engendrerait un important flux de vocations sacerdotales. Il pensait que cela pourrait se réaliser rapidement en ayant des prêtres à chaque 10 kilomètres. L'un de ses mérites de ce grand homme est celui d'avoir construit des écoles et des hôpitaux. Pour lui, il était très important d'offrir l'éducation aux filles particulièrement. Il avait très vite compris sa mission. Malheureusement, suite aux moyens financiers très réduits, il n'a pas pu réaliser sa précieuse mission comme il le souhaitait. Monseigneur Bigirumwami et plusieurs autres évêques rwandais après lui ont réussi leur mission grâce à la solidarité de beaucoup de chrétiens d'ici au Rwanda et dans le monde entier. Ces chrétiens ont soutenu des projets que ces évêques avaient confiés aux Œuvres Pontificales Missionnaires. Le rôle de ces dernières n'est pas seulement de récolter des fonds pour soutenir les projets des communautés sœurs, mais surtout de veiller à ce que l'évangile soit annoncé partout au monde. En plus, elles invitent les communautés chrétiennes à accompagner le travail missionnaire par la prière.

Je profite de cette occasion pour remercier les communautés chrétiennes du Rwanda pour leurs prières en faveur de la mission en Occident, et plus particulièrement pour la Belgique. Comme le témoigne les Actes des Apôtres : 2,42 : « Tous s'appliquaient fidèlement à écouter l'enseignement que donnaient les apôtres, à vivre dans la communion fraternelle, à prendre part aux repas communs et à participer aux prières » ; et au chapitre 4, versets 32 et 34 : « le groupe des croyants était parfaitement uni, de cœur et d'âme. Aucun d'eux ne disait que ses biens étaient à lui seul, mais entre eux, tout ce qu'ils avaient était propriété commune » ... Personne parmi eux ne manquait du nécessaire.

Toute solidarité entre peuples se situe et prend son origine dans la bonne nouvelle que le Christ a partagée avec ses disciples, et qu'il partage encore avec nous aujourd'hui. Cette solidarité trouve son origine et son but dans les évangiles.

Ainsi, pour mieux comprendre notre mission aujourd'hui et son financement, lisons comment le Christ lui-même a perçu la mission de ses disciples dans Luc 9, 1-6 et Luc 10,1-11 :

- Il leur donna pouvoir et autorité sur tous les démons, et de même pour faire des guérisons ;
- Il les envoya proclamer le règne de Dieu et guérir les malades.
- Il leur dit: « Ne prenez rien pour la route, ni bâton, ni sac, ni pain, ni argent ; n'ayez pas chacun une tunique de rechange.
- Quand vous serez reçus dans une maison, restez-y; c'est de là que vous repartirez.
- Il les envoya deux à deux devant lui dans toutes les villes et dans tous les lieux où lui-même devait aller.
- Il leur dit: La moisson est grande, mais il y a peu d'ouvriers. Priez donc le maître de la moisson d'envoyer des ouvriers dans sa moisson....
- Il les demande de ne pas s'arrêter en chemin pour saluer quelqu'un.

Ceci est le fondement de notre mission car elle vient du Christ Lui-même. Il n'y en a pas d'autre.

L'apport de la solidarité entre communautés chrétiennes

Je voudrais faire un plaidoyer pour un plus grand effort d'autofinancement de l'Eglise locale. La question de financement est un souci permanent pour la majorité des Eglises locales à travers le monde. Pour les Eglises vivant dans des pays économiquement pauvres ou constituées en grande majorité de chrétiens disposant des faibles ressources financières voire sans ressources financières du tout, le problème est plus difficile à résoudre. Ajoutons que ces mêmes Eglises ne disposent en général d'aucun financement public.

Dans le cas d'une Eglise locale comme celle du Rwanda, qui a effectué une transition très rapide de la période où elle était portée par les missionnaires étrangers à une auto prise en charge, le défi devient énorme. On pourrait croire qu'il s'agit là du simple côté 'matériel' de notre mission. Mais ce problème soi-disant 'matériel' touche directement la mission même de l'Eglise locale. Quand une paroisse, un diocèse descend en dessous du seuil minimal des moyens financiers, c'est la mission même de cette communauté d'Eglise qui est mise en danger. Le financement devient alors lui-même une question pastorale et ecclésiale, une question de vie ou de mort.

Je ne partage pas la perception selon laquelle les Eglises d'Afrique vont tout droit vers la faillite, qu'elles sont mal gérées ou qu'elles vivent au-dessus de leurs moyens et ou dans la totale dépendance des financements étrangers. Ce qui est dit ci-haut existe dans certains cas mais cela n'est pas exclusivement le cas des diocèses africains. A l'intérieur même de la vie des Eglises locales, on peut apercevoir en même temps une énergie et une créativité avec lesquelles des Eglises locales entreprennent un autofinancement ou une

gestion exemplaire. Elles mènent des activités impressionnantes avec des moyens très limités. C'est par un réalisme patient sans illusion et dans la confiance que nous pouvons avancer.

Quelques défis à relever quant à l'appui financier de la mission aujourd'hui

Premier défi

Avant d'être un ensemble d'œuvres pastorales, éducatives, sanitaires, caritatives, etc, avec toutes les instructions et infrastructures nécessaires à leur fonctionnement, l'Eglise est avant tout une communauté des chrétiens.

Cela veut dire que nous devons donner la priorité au développement des communautés ecclésiales vivantes qui se prennent en charge sur tous les points de vue, y compris la prise en charge financière. Les efforts pour développer une Eglise inculturée en Afrique seraient vains si celle-ci restait dépendante de l'aide extérieure pour sa vie quotidienne.

Les activités de l'Eglise locale, qu'il s'agisse de la liturgie, de la formation des laïcs, des catéchistes et des prêtres, doivent toujours concourir à former des communautés où les chrétiens avec leurs pasteurs prennent sur eux la responsabilité d'être une cellule d'Eglise qui annonce l'évangile, célèbre sa foi et rend service. Tout cela doit se faire avec des moyens locaux disponibles.

Cela veut dire que le défi de la prise en charge financière est (1) essentiel et (2) avant tout une question ecclésiologique. Les chrétiens n'auront conscience de leur responsabilité dans le financement de leurs communautés que s'ils peuvent s'identifier à elles et y prendre des responsabilités de tout genre. Pour cela, les prêtres doivent être au milieu de leurs communautés. Ils doivent écouter les chrétiens et partager avec eux tout ce qui concerne la vie de leur Eglise.

Dans ce sens, le cléricalisme est le plus grand ennemi de la prise en charge des communautés par elles-mêmes. Un prêtre ou un évêque ne doit jamais se considérer comme le seul gestionnaire des biens. La transparence et une bonne communication en matière de gestion financière font des merveilles.

Deuxième défi

La formation des futurs prêtres, des religieux et des laïcs engagés.

Parfois je me demande si la formation des futurs prêtres, des religieux et des laïcs engagés ne se fait pas toujours exclusivement en vase clos, dans un milieu clérical ou dans un style de vie très éloigné de la population au milieu de laquelle ils seront appelés à vivre et à exercer leur ministère.

Pour cela, chaque candidat doit faire une première expérience pratique de ce que signifie vivre en chrétien dans une communauté ecclésiale fraternelle. Les séminaires doivent être des communautés éducatives ouvertes où ces expériences peuvent se réaliser. Ils doivent former des pasteurs qui savent écouter et partager avec tous les chrétiens dans un esprit fraternel, humble et serviable en privilégiant la concertation et le travail en équipe. C'est la meilleure façon d'éviter de reproduire un clergé préoccupé par son statut social et ecclésial, son niveau de vie et ses privilèges.

Nous devons former des prêtres-missionnaires, motivés et capables d'affronter les terrains aussi bien géographiques que sociaux, où la proposition de l'évangile est à peine faite ou a disparu, surmontant la pastorale déjà existante. Nous devons nous demander si nos séminaires préparent les prêtres à une progressive prise en charge des Eglises africaines par elles-mêmes.

Le développement des communautés ecclésiales vivantes et la formation des pasteurs capables de marcher avec elles en les accompagnant et en les nourrissant des dons de Dieu à tout au long de leur propre marche, est la base de tout effort d'autofinancement.

Troisième défi

Le fonctionnement institutionnel tant au niveau des diocèses qu'au niveau de la conférence épiscopale.

Le réalisme nous fait voir qu'on ne peut pas s'attendre à ce qu'une Eglise locale qui vit dans un pays où la majorité de la population dispose d'un revenu extrêmement bas puisse atteindre un autofinancement suffisant pour les frais de fonctionnement de toutes ses institutions, les salaires et la sécurité sociale de tous ceux qui y travaillent, ni l'entretien des infrastructures, voire la réalisation des nouvelles initiatives. Cette situation ne changera pas dans un avenir proche pour l'Eglise en Afrique. Il faut donc agir autant que faire se peut pour que cette situation injuste et intolérable puisse disparaître.

Certains diocèses essayent avec plus ou moins de succès de développer des activités génératrices de revenus. D'autres cherchent des revenus stables dans l'immobilier.

- Avec une population au pouvoir d'achat extrêmement faible, les bénéfices sont souvent limités.
 - En plus de cela, il faut trouver du capital pour les investissements
 - Le recours à des financements de l'étranger est indispensable
 - La solidarité entre Eglises locales est aussi vieille que l'Eglise elle-même.
- Les premiers chrétiens avaient compris que la foi en Christ Ressuscité implique le partage des biens.

Il est à noter que malgré les efforts d'autofinancement, les besoins de développement des Eglises locales augmentent en même temps que diminuent les fonds disponibles de la part des Eglises sœurs et de certaines organisations de solidarité. Le moment est donc venu pour un discernement plus aigu dans le recours au financement étranger.

Il y a des diocèses qui parviennent à utiliser des financements reçus de l'étranger pour renforcer leurs capacités à remplir leur mission ainsi que pour leur propre stabilité financière. Il en existe d'autres dont la course au financement d'une grande diversité de projets ne fait qu'augmenter leur dépendance en affaiblissant encore plus leur situation financière. Le facteur décisif ici n'est pas tellement la pauvreté matérielle, mais la pauvreté dans la gestion, dans le discernement et la planification entre tous les concernés.

L'évêque porte la responsabilité finale de la vie de son diocèse, y compris sa gestion en général. Mais de manière spécifique, la gestion financière ne fait pas partie de ses compétences. Le droit canonique est clair là-dessus. L'économe du diocèse constitue une fonction propre. Il doit y avoir un conseil économique et un collège des consultants.

Plus la situation est difficile et les problèmes immenses, plus la transparence, la concertation, la coopération avec le plus grand nombre de personnes compétentes, aussi bien laïcs que prêtres, constitue la voie à la suivre.

L'exercice fraternel de l'autorité au sein de 'l'Eglise Famille de Dieu' n'est pas seulement une question de spiritualité ou de Théologie, elle est aussi une affaire d'organisation. C'est le cas dans plusieurs Eglises locales d'Afrique. Dans de nombreux diocèses, tout le clergé reçoit chaque année le rapport financier du diocèse avec détails. Par ailleurs, dans plusieurs autres diocèses, on constate une large concertation sur les projets prioritaires à réaliser et les moyens pour y parvenir à long terme. Tout en étant créatifs, ils restent réalistes.

La pénurie structurelle est avant tout liée au contexte de pauvreté ou de gestion injuste ou même corrompue des pays dans lesquels vivent les Eglises d'Afrique. Cette pénurie est également liée à des modèles d'Eglises héritées de l'Europe qui se sont développées dans un contexte économique totalement différents, et souvent appuyées par un financement public. Le pape François pour sa part encourage et soutient les Eglises locales en prenant plusieurs initiatives dont l'objectif est de former une Eglise plus collégiale, et de mettre avant tout l'administration romaine au service de ces Eglises locales.

Les Eglises locales devraient bien distinguer le financement extérieur des projets qui ne feraient qu'augmenter les dépenses du diocèse, de ceux qui peuvent générer des revenus pour le renforcement et la stabilité de l'institution diocésaine. Il faudrait se concentrer sur les initiatives qui édifient l'Eglise dans sa sobriété, en insistant plus sur l'Eglise de pierres vivantes que celle des briques.

Ici nous voulons insister plus sur les initiatives de formation permanente que sur les événements uniques et spectaculaires.

Donnons la priorité à la qualité, l'approfondissement et le renforcement de ce qui existe déjà avant de penser à l'extension. Le discernement doit conduire à déterminer les priorités du point de vue institutionnel :

- Je pense à la rémunération correcte du personnel laïc engagé et à sa sécurité sociale
- Je pense aux contributions aux frais des séminaires qui doivent arriver à temps
- Je pense aux efforts primordiaux pour garantir aux membres du clergé une vie digne.

Généralement les prêtres sont disposés à travailler loyalement et de façon désintéressée pourvu qu'ils soient traités comme des adultes responsables et avec dignité. (Sinon nous risquons de tomber dans la logique de chacun pour soi ou du sauve qui peut).

Conclusion

Le financement des Eglises Locales en Afrique est à la fois un immense défi pour ces Eglises elles-mêmes et pour l'Eglise universelle.

Il s'agit de la façon de concevoir la communion ecclésiale au niveau universel et de donner un contenu concret à la solidarité, qui évite la dépendance ou la domination tout en favorisant la réciprocité et la complémentarité dans l'unique Eglise du Christ. Sous l'inspiration du pape François et avec la concertation collégiale qu'il a lui-même instaurée, nous vivons les débuts d'un ressourcement qui permet une nouvelle expérience de la communion universelle dans la diversité des Eglises particulières.

Quant au défi de financement pour les communautés chrétiennes en Afrique, nous devons conclure qu'il s'agit d'une question qui dépasse complètement le niveau économique. C'est un défi exclusivement ecclésial. Pour que l'Eglise locale ne soit pas trop occupée par ses propres problèmes mais qu'elle soit capable de se consacrer à sa mission, on devrait s'attaquer au problème de son financement de façon radicale.

Que le bon Dieu inspire les communautés chrétiennes du Rwanda par sa lumière et sa sagesse ; que l'Esprit Saint illumine leurs évêques, leurs prêtres, leurs religieuses et religieux, et tous les chrétiens engagés pour cette belle mission de la proclamation de la Bonne Nouvelle qui donne à chaque être humain la vie en plénitude.

P. Michel Coppin sds
Directeur de Missio Belgique